From Economic to Human Capital

After two years of work, the Senate Subcommittee on Population Health published its report in June: "A Healthy, Productive Canada: A Determinant of Health Approach". Chaired by Senators Wilbert Keon and Lucie Pépin, the subcommittee makes 22 recommendations, most of them directed at government, to build a public culture that establishes the determinants of health as central to all policy making.

A particularly innovative aspect of the report is its effort to illustrate how population health is not only a social issue but also a key element of economic prosperity, an argument that one hopes should resonate with the current government and that attempts to bring into the fold decision-makers from "economic" ministries in federal and provincial governments, as well as the broader Canadian economic community.

Let us not delude ourselves: the Fraser Institute will not be converted tomorrow morning to sweeping policy changes aimed at reducing economic and health inequalities, but even the Conference Board of Canada has submitted a brief to the Senate subcommittee stating that "(...) all private sector businesses have good reason to take action on the (...) determinants of health as they will inextricably benefit from healthier employees, customers and communities generally. (...) the essential business case for business engagement is about competitiveness, productivity and profitability." Healthy populations, the report argues convincingly, increase productivity and economic growth.

The report rightfully calls for a seismic shift in policy making, first and foremost at the federal level but also in provincial and local governments. It puts the ultimate responsibility squarely on the desk of the Prime Minister of Canada and, among other suggestions, it recommends the creation of a Cabinet Committee on Population Health chaired by the PM with major departmental ministers as members; the development of intergovernmental mechanisms (both at the federal and provincial levels) for coordination of a pan-Canadian population health strategy; improved population database infrastructures; and the implementation of health impact assessments of all policies and programs that could affect health.

Many more recommendations are presented, including the reduction of disparities in Aboriginal communities. If implemented, this could profoundly affect policy making and lead to substantial improvements to the health of all Canadians and, by extension, to our economy. Will we get there? Although we should not hold our breath, the report provides food for thought as we debate the future of our society and a vision for a better, more just, healthier and more prosperous country.

Gilles Paradis
Scientific Editor

Du capital économique au capital humain

Après deux ans de travail, le Sous-comité sénatorial sur la santé des populations a publié en juin son rapport intitulé *Un Canada en santé et productif : une approche axée sur les déterminants de la santé*. Présidé par les sénateurs Wilbert Keon et Lucie Pépin, le sous-comité formule 22 recommandations, destinées pour la plupart au gouvernement, en vue d'édifier une culture publique qui met les déterminants de la santé au centre de tout effort d'élaboration de politiques.

Un aspect particulièrement novateur du rapport est qu'il cherche à montrer que la santé des populations est non seulement un enjeu social, mais un élément fondamental de la prospérité économique, un argument qui devrait, on l'espère, trouver écho auprès du gouvernement actuel et qui tente de rallier les décideurs des ministères fédéraux et provinciaux à vocation économique, ainsi que les milieux économiques canadiens en général.

Ne nous faisons pas d'illusions : l'Institut Fraser n'est pas prêt de se convertir à une vaste réforme visant à réduire les inégalités économiques et en santé, mais même le Conference Board du Canada a présenté un mémoire au sous-comité sénatorial dans lequel il est dit que « (...) toutes les entreprises du secteur privé ont de bonnes raisons d'agir sur les (...) déterminants de la santé, puisqu'elles ont tout intérêt à ce que leurs employés, leurs clients et les collectivités en général soient en santé. (...) L'engagement des entreprises est essentiellement motivé par un souci de compétitivité, de productivité et de rentabilité. » Le rapport soutient de façon convaincante que lorsque les populations sont en santé, la productivité et la croissance économique sont plus fortes.

On y réclame à bon droit un vigoureux changement de cap dans l'élaboration des politiques, tout d'abord au palier fédéral, mais aussi dans les administrations provinciales et locales. Une telle responsabilité revient avant tout au premier ministre du Canada, écrit-on. Le rapport recommande la création d'un comité du Cabinet sur la santé de la population présidé par le premier ministre et composé des principaux ministres compétents; l'établissement d'un mécanisme intergouvernemental (aux paliers fédéral et provincial) pour coordonner une stratégie pancanadienne de santé de la population; l'amélioration de l'infrastructure de base de données sur la santé de la population; et la tenue d'une étude d'impact sur la santé pour tout projet de politiques et de programmes susceptible d'avoir des répercussions sur la santé.

Le rapport présente une foule d'autres recommandations, dont celle de réduire les disparités dans les collectivités autochtones. Sa mise en œuvre pourrait donc bouleverser les méthodes d'élaboration des politiques et aboutir à des améliorations importantes de la santé des Canadiens et Canadiennes, et par le fait même, de l'économie du pays. Y arriverons-nous? Sans doute pas de sitôt, mais le rapport alimentera certainement le débat sur l'avenir de la société canadienne et notre vision d'un pays meilleur, plus juste, plus sain et plus prospère.

Gilles Paradis
Rédacteur scientifique